

Boucherie (rue de la)

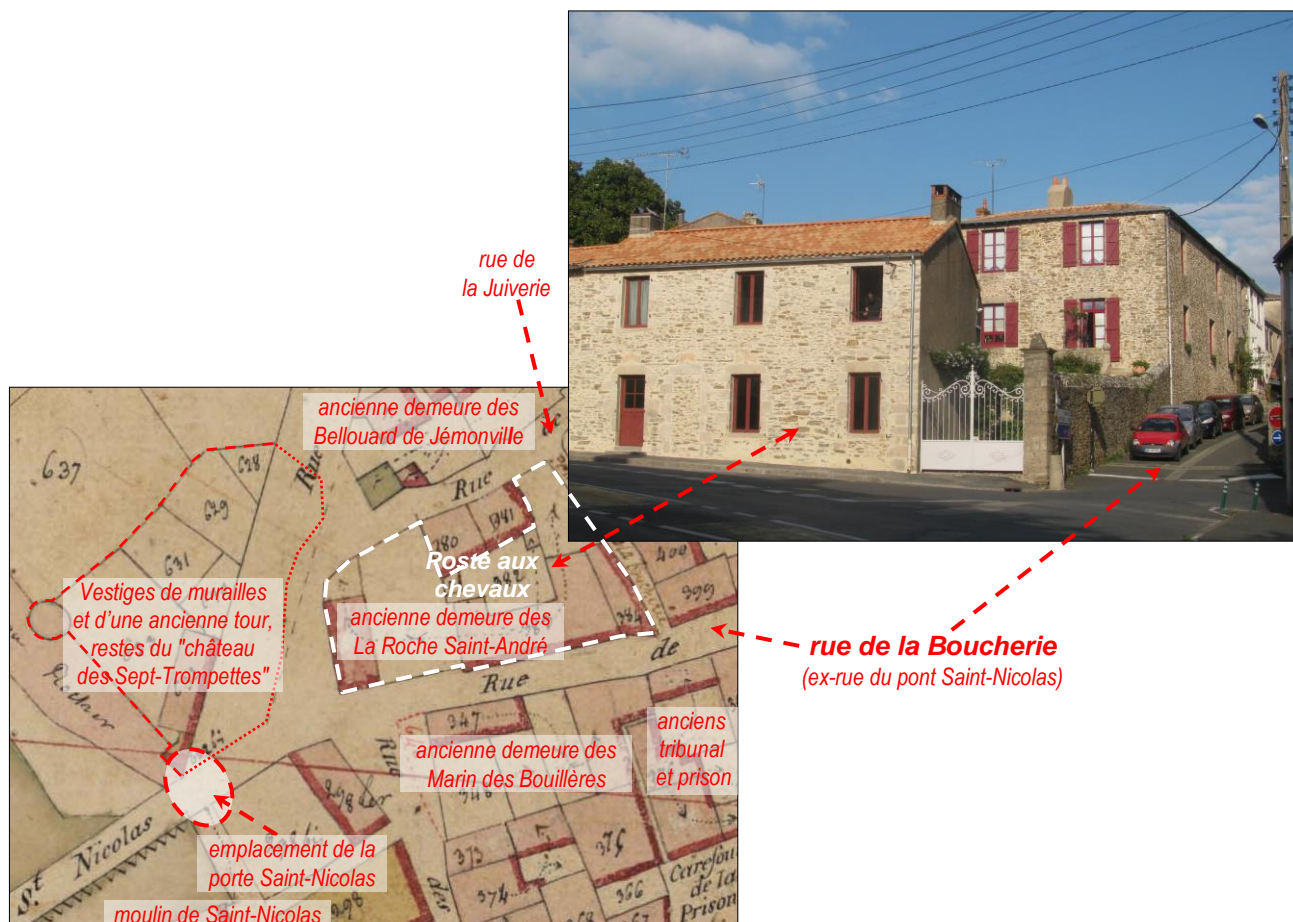
Type de site : voirie

Précisions de localisation géographique :

La "rue de la Boucherie" joint la "rue Georges Clemenceau" (ou "Grand-rue"), au "pont Saint-Nicolas".

Cadastre Napoléonien (1814) : Section A

Cadastre Moderne (2010) : Sections AC et AH



Sur le plan cadastral de 1814, le bas de la "rue de la Boucherie" (environ 120 x 90 m) avec les bâtiments de la poste aux chevaux de l'époque. En lettres rouges : quelques-uns des occupants de ce secteur à la veille de la Révolution, ainsi que la localisation de la "porte Saint-Nicolas" et du presque mythique "château des Sept Trompettes".

En haut, une vue en 2015 du bâtiment qui était devenu la poste aux chevaux au XIX^e siècle, après avoir été la demeure des La Roche Saint-André et, précédemment, "la maison à l'enseigne du Cheval blanc".

Histoire et archéologie

Située dans le prolongement de la rue de Tiffauges, la "rue de la Boucherie" constituait avec cette dernière l'axe est-ouest de la ville de Montaigu, de la "porte Notre-Dame" (ou "de Tiffauges") à la porte et au "pont Saint-Nicolas". C'est d'ailleurs sous le nom de "rue du Pont Saint-Nicolas"¹ qu'elle est connue jusqu'en 1794.

Avant cette date et pour des raisons de salubrité publique, les boucheries de Montaigu (et donc leurs tueries) étaient toutes situées hors de la ville, dans le "faubourg Saint-Jacques". Ce

genre d'activité ne fut installé *intramuros* qu'après que Montaigu fut occupé par les troupes républicaines², et ce n'est qu'à partir de cette époque qu'a pu apparaître ce nom de "rue de la Boucherie".

Jusque vers 1812, le n°5 (restaurant en 2016) correspondait à l'arrière du tribunal de Montaigu et de sa prison, dont la façade donnait sur le "carrefour de la Prison", actuelle "place Dugast-Matifeux".

Au-dessous et contigüe (n^{os} 7-9), était la

demeure des Marin des Bouillères³. La porte en plein cintre, l'absence de corniches, les restes de son architecture intérieure, feraient dater cette maison au moins du XVI^e siècle. Avant la Révolution, elle dut être utilisée comme caserne pour le "département de la maréchaussée", établi à Montaigu par un édit de mars 1720, et qui comptait alors "un lieutenant, un assesseur, un greffier, un sous-brigadier et quatre cavaliers"⁴ (en 1779, c'était une des quelque 800 brigades du royaume). Devenus des "gendarmes" en février 1791, ils avaient disparu en 1794, et une boucherie prit leur place, afin de pourvoir aux besoins des troupes d'occupation de la ville. Cependant, à la fin de l'année 1799, la gendarmerie qui, trois ans plus tôt avait été rétablie à Montaigu et d'abord logée au Château, y revint très provisoirement².

Ci-contre en 2015, la maison, anciennement demeure des Marin des Bouillères et, après avoir abrité la maréchaussée-gendarmerie, fut occupée par une boucherie avec sa tuerie...

Toujours en bas de la "rue de la Boucherie", mais de l'autre côté, les n^{os}10-12 est une construction datant probablement du second quart du XVIII^e siècle, et qui était auparavant "la maison à l'enseigne du Cheval blanc"⁵. En 1736, elle était devenue la demeure de Charles de La Roche Saint-André (1709-1780) qui, après son élection en 1772 sera durant huit ans le syndic général des Marches communes de Poitou et de Bretagne. Deux des fils de Charles, servant dans la marine, participèrent à la guerre d'Indépendance américaine. Il était le petit-fils de Gilles de La Roche Saint-André (1621-1668), des Ganuchères de Treize-Septiers, qui finit chef d'escadre des

armées navales de Louis XIV.

En septembre 1793 cette maison fut pillée et incendiée par les troupes chargées du maintien de l'ordre et, ayant été séquestrée comme [bien national](#), elle fut mise en vente en tant que "maison dégradée rue du pont Saint-Nicolas"⁶. Autour de 1800 elle fut acquise par un nouveau



venu, Jacques (*alias* Mathurin) Sicot (1763-1833). Venu d'Eure-et-Loir⁷, il s'était installé dans Montaigu, vidé de la majeure partie de ses habitants, et avait pris la suite du maître de la poste aux chevaux³ et aubergiste Jean Vincent, qui avait fait partie des insurgés vendéens et était mort en juin 1793. En 1811, la création de la route vers "Napoléon / la Roche-sur-Yon" et l'ouverture de la rue joignant l'ancienne "porte Nantaise" au "pont Saint-Nicolas" favorisa son activité, et en 1816, avec sa femme et leurs sept jeunes enfants, il faisait travailler trois domestiques, deux servantes, quatre postillons et un garçon charron⁸.

Noms anciens ou variantes

Avant la Révolution, on trouve pour cette rue le nom de "rue du Pont Saint-Nicolas"¹.

Mentions

Une étroite "petite rue de la Boucherie", relie la "rue de la Boucherie" à la "rue de la Juiverie".

Sources ou Références

- ¹ Fonds Mignen (A.D.V. : 36 J 60/2).
- ² Délibérations municipales et arrêtés, 5 ventôse An II / 23 février 1794, et du 17 brumaire An VIII / 8 novembre 1799 (A.D.V. : 146 R3).
- ³ Minutes de l'étude notariale de Bernard Gombault, 23 messidor An VI / 11 juillet 1798 (A.D.V. : 3 E 27/177).
- ⁴ Bellouard de Jémonville (François-Frédéric), [Anecdotes de la ville de Montaigu en Poitou](#), 1742 (Bibl. mun. de Nantes, Fonds Dugast-Matifeux, dossier 204).
- ⁵ Archives de la famille La Roche Saint-André.
- ⁶ Procès-verbaux d'estimation de biens nationaux (A.D.V. : 1 Q 203).
- ⁷ État civil de Montaigu, 9 pluviôse An XI / 29 janvier 1803 (A.D.V. : AD2E 146/3).
- ⁸ Listes nominatives des recensements de Montaigu, 1816, p. 12 (A.D.V. : 6M 232).